

Économies pour les conseils scolaires de l'Ontario

*Comme le confinement lié à la pandémie s'est prolongé et semble devoir se poursuivre pour la plus grande partie du reste de l'année, la Commission de l'énergie a commencé à mettre à l'essai des audiences virtuelles et d'autres modes de fonctionnement à distance. Il apparaît maintenant que la reprise en présentiel des activités de réglementation de l'énergie pourrait se faire attendre jusqu'en 2021. Toutefois, la Commission continue d'examiner les demandes qui lui sont présentées. Au cours de deuxième trimestre, elle a rendu plusieurs décisions importantes, dont celle concernant les tarifs de transport de Hydro One pour la période de 2020 à 2022. En tout, nous avons pu réaliser des économies de **7,3 millions de dollars (M\$)** pour les écoles pendant ce trimestre.*

Les entreprises de services publics désirant toujours hausser leurs tarifs, elles vont recommencer à présenter des demandes. Pendant le prochain trimestre, Ontario Power Generation devrait présenter la demande d'approbation de ses tarifs pour la période de 2022 à 2026, qui sera probablement – une fois de plus – la plus considérable jamais examinée par la Commission. Alectra Utilities, Oshawa Power, North Bay Hydro et d'autres distributeurs d'électricité devraient aussi présenter des demandes. De plus, la Commission devra probablement s'occuper de deux autres questions : les premières demandes que déposeront les entreprises afin de recouvrer leurs pertes liées à la pandémie (dont le montant pourrait être considérable), et les négociations (et peut-être les audiences) concernant les programmes de conservation des distributeurs de gaz naturel pour la période de 2022 à 2027.

AFFAIRES COURANTES – GAZ NATUREL

Enbridge Gas – Tarifs de distribution – 2020 et 2021.

Comme nous l'avions prévu, la Commission de l'énergie a approuvé les hausses de tarifs destinées à financer les dépenses en immobilisations supplémentaires qu'Enbridge compte effectuer en 2020. L'entreprise a déjà présenté une demande pour 2021, qui prévoit d'autres hausses de tarifs liées à son plan d'immobilisations. Les détails de ce plan seront fournis à la Commission à l'automne.

Enbridge Gas – Appel devant la Cour divisionnaire.

Enbridge a porté en appel la décision de la Commission selon laquelle ses tarifs pour 2019 devaient entrer en vigueur le 1^{er} avril plutôt que le 1^{er} janvier 2019. Dans sa décision, la Cour a accepté les arguments présentés sous notre direction par les clients et a confirmé la décision de la Commission. Les écoles ont ainsi pu économiser **environ 100 000 \$** (et l'ensemble des clients 5 M\$) pour ces trois mois. Cette décision pourrait également avoir établi un important précédent jurisprudentiel.

Enbridge Gas – Programmes de conservation.

La Commission de l'énergie a approuvé la prolongation des programmes de conservation d'Enbridge jusqu'à la fin de 2021, aux conditions que nous avons préconisées. Elle va maintenant devoir établir un nouveau cadre pour ces programmes, qui s'appliquera pendant les 6 années suivantes (de 2022 à 2027). Les dépenses liées à ces programmes devaient dépasser 1,5 milliard de dollars, et de 3 M\$ à 5 M\$ pourraient s'ajouter chaque année aux tarifs que paient les écoles.

Dans le passé, nous avons souvent fait le pont entre les groupes de clients (qui cherchent à limiter l'impact des tarifs) et les groupes environnementaux (qui veulent obtenir des programmes plus musclés et plus coûteux). Comme les conseils scolaires préconisent depuis longtemps la conservation de l'énergie, nous pouvons aider les autres parties à trouver un terrain d'entente.

Le processus a été retardé par la pandémie, mais nous croyons maintenant qu'il reprendra à l'automne, l'objectif étant de mettre en place un nouveau cadre et de nouveaux programmes d'ici l'été 2021.

Enbridge Gas – Prolongement du réseau de transport à Hamilton. Enbridge comptait dépenser plus de 200 M\$ pour prolonger un gazoduc dans la région de Hamilton, mais elle a fait face à des questions insistantes de notre part, de groupes environnementaux et d’autres sources. La pandémie est alors survenue, et Enbridge a reporté le projet de 6 mois afin de réévaluer s’il est nécessaire et si c’est le bon moment pour le réaliser.

Dans ce dossier, notre but est de veiller à ce que des clients comme les écoles n’aient pas à payer pour des immobilisations à long terme qui ne seront plus nécessaires lorsque la consommation de combustibles fossile aura diminué.

Enbridge Gas – Initiatives « environnementales ». Enbridge cherche maintenant à faire approuver par la Commission de l’énergie non seulement ses programmes de conservation, mais aussi plusieurs autres initiatives qu’on peut en gros qualifier d’« environnementales ». Il s’agit notamment de produire du gaz à partir de déchets, d’injecter de l’hydrogène dans le réseau de distribution, et de gérer la demande afin de réduire les dépenses en immobilisations. L’entreprise propose ces mesures tout en cherchant à accroître son réseau de distribution, ce qui aurait pour effet d’augmenter la consommation de gaz naturel en Ontario.

Concernant ces projets, notre stratégie est de veiller à ce que de petits projets environnementaux ne détournent pas l’attention d’Enbridge de son objectif principal dans ce domaine, soit une réduction globale des émissions.

AFFAIRES COURANTES – ÉLECTRICITÉ

Hydro One – Tarifs de transport – 2020-2022. Hydro One demandait des hausses de ses tarifs de transport qui auraient entraîné d’importantes augmentations de coûts pour les écoles et d’autres groupes de clients. Mark Rubenstein a dirigé les groupes de clients qui s’opposaient à un plan d’immobilisations trop coûteux ainsi qu’à des formules de tarification qui auraient entraîné des hausses de tarifs trop élevées chaque année. La décision de la Commission, rendue en mai, constitue une victoire pour les clients. Les tarifs approuvés permettront aux écoles d’économiser **6,8 M\$** sur 3 ans.

Hydro One – Acquisitions. Les décisions sur les propositions de Hydro One visant l’acquisition d’Orillia Power et de Peterborough Distribution ont été rendues au cours du trimestre. Comme nous l’avions prévu, la Commission a approuvé les deux opérations, mais en fixant des conditions visant à protéger les clients. Pour les 60 écoles touchées, cela représente des économies d’**environ 200 000 \$** sur plusieurs années.

Nous continuons de croire que Hydro One ne devrait pas acquérir d’autres distributeurs d’électricité avant d’avoir réussi à contrôler ses propres coûts. Toutefois, la lutte que nous menons depuis 10 ans de lutte a maintenant pour résultat que Hydro One doit garantir que ses acquisitions n’entraîneront pas de hausses de tarifs, sans quoi ses propres actionnaires devront en faire les frais.

Hydro du Grand Sudbury – Tarifs de distribution – 2020-2024. Cette entreprise proposait des hausses de tarifs qui auraient coûté environ 360 000 \$ de plus aux écoles au cours des 5 prochaines années. En faisant office de négociateur en chef pour les groupes de clients, nous avons obtenu un règlement qui a ramené cette somme à environ 160 000 \$, ce qui représente **environ 200 000 \$** en économies pour les écoles de Sudbury.

Hydro Ottawa – Tarifs de distribution – 2021-2025. Hydro Ottawa a déposé une demande proposant des hausses de tarifs se chiffrant en moyenne à 5,7 % par année sur 5 ans, les hausses les plus élevées étant prévues pour les premières années. Les écoles auraient ainsi à payer 2,3 M\$ de plus qu’avec les tarifs actuels, sans compter les hausses du coût du gaz et des frais de transport.

Nous sommes intervenus dans ce dossier et nous prendrons une part active à son examen. Si un règlement négocié n’intervient pas pendant l’été ou l’automne, il est probable qu’il faudra attendre jusqu’au début de 2021 pour que la Commission de l’énergie rende sa décision finale.

Demandes reportées. Ces dernières années, des distributeurs d’électricité ont reporté des demandes d’approbation de tarifs parce que de nouvelles règles – dont nous avons préconisé un grand nombre – auraient pu exercer des pressions à la baisse sur leurs tarifs. En général, ces reports

se sont révélés avantageux pour les écoles, car, en l'absence d'une demande, les hausses de tarifs maximales sont largement inférieures au taux d'inflation.

Récemment, des distributeurs ont demandé des reports, mais tout en cherchant du même souffle à faire approuver des dépenses additionnelles pour leurs plans d'immobilisations. Nous avons dirigé l'opposition à cette façon de procéder. Dans deux décisions récentes concernant Oakville Hydro et Burlington Hydro, la Commission de l'énergie nous a donné raison. Bien que les économies obtenues soient peu élevées (**environ 20 000 \$**), nous sommes intervenus un peu comme quelqu'un qui veut empêcher l'eau d'élargir un trou dans une digue en le bouchant avec son doigt. Désormais, les distributeurs d'électricité y réfléchiront à deux fois avant de recourir à ce nouveau moyen d'obtenir des hausses de tarifs.

AUTRES QUESTIONS

Coûts liés à la COVID-19. Certaines entreprises de services publics ont réclamé à cor et à cri des hausses de tarifs pour financer leurs coûts additionnels liés à la pandémie et pour compenser la baisse de leurs revenus découlant du ralentissement de l'économie. Pour notre part, nous avons demandé haut et fort pourquoi les clients de ces entreprises devraient venir ainsi à leur aide. Le personnel de la Commission de l'énergie devrait publier un document d'orientation sur cette question en septembre, et le débat se poursuivra à l'automne. L'impact de la pandémie n'a pas encore été évalué, mais le montant total demandé par les entreprises pourrait dépasser 1 milliard de dollars.

Restructuration de la Commission de l'énergie. Le gouvernement a poursuivi les nominations à la nouvelle Commission de l'énergie restructurée. Il avait déjà nommé Richard Dicerni au poste de président du conseil d'administration, et il vient d'annoncer deux autres nominations. Une fonctionnaire de carrière, Susanna Zagar, occupera le poste de chef de la direction (responsable des

opérations et de l'élaboration des politiques), et Lynne Anderson, qui est déjà membre de la Commission, deviendra commissaire en chef (l'équivalent d'un juge en chef). M^{me} Zagar ne provient pas de l'industrie, tandis que M^{me} Anderson est bien connue dans le secteur de l'énergie. Ces deux nominations entreront en vigueur en septembre.

Jay Shepherd
Mark Rubinstein
Avocats de la Coalition de l'énergie des écoles

Vous avez des questions?

Communiquez avec l'une des personnes suivantes :

Wayne McNally (wmcnally@opsba.org)
Jay Shepherd (jay@shepherdrubenstein.com)
Mark Rubinstein (mark@shepherdrubenstein.com)

En guise de conclusion,

La CSEO est représentée par Jay Shepherd, qui est régulièrement en consultation avec moi-même et Wayne McNally, qui est conseiller auprès du conseil d'administration de la CSEO. Il est essentiel de signaler que la Coalition de l'énergie des écoles, au nom de la CSEO, est un intervenant respecté auprès de la Commission de l'énergie de l'Ontario.

Notre travail permet à tous les conseils scolaires de l'Ontario de réaliser d'importantes économies au chapitre des coûts de l'énergie, et il vous aide donc à établir vos budgets.

Le directeur général,



Ted Doherty

Bureau de Toronto : 416.340.2540

Cellulaire : 519.955.2261

Courriel : tdoherty@oesc-cseo.org